

LE MASSACRE D'HÉBRON

Logiques

En reconnaissant l'existence des Palestiniens, Israël a reconnu du même coup qu'il avait colonisé la Palestine. La logique inscrite dans l'accord de Washington veut maintenant que le processus de décolonisation soit conduit jusqu'à son terme.

Qui dit colonisation dit colons. Ils sont la dimension humaine, physique, d'un acte — la colonisation — qui, pour mieux se cacher, peut volontiers se présenter sous des allures bibliques, messianiques, presque surhumaines (et ce n'est pas l'exclusivité d'Israël). Nous sommes pourtant là, bien entendu, au degré zéro de l'humanité : les plus forts, parce qu'ils sont les plus forts, conquièrent des territoires. Et les territoires conquis permettent à ceux qui sont les plus forts de demeurer les plus forts.

L'État colonisateur relève plus qu'un autre d'une mystique : c'est au nom de sa toute-puissance, et par conséquent avec la conscience tranquille, que les colons colonisent. Tous devraient savoir que c'est là un coup de force qui peut, à terme, entraîner un retour de bâton, mais tous ne le savent pas ; et certains, qui le savent, désirent passionnément l'ignorer. L'État tout-puissant, après les violences guerrières de la conquête, leur a donné sa bénédiction : Allez et colonisez en paix. Travaillant (colonisant) pour leur propre compte, ils veulent se persuader, ou sont tout simplement convaincus, qu'ils œuvrent aussi pour l'intérêt supérieur de l'État — ce qui d'ailleurs est effectivement le cas.

Pour les colons plus que pour les métropolitains, l'État doit être puissant — tout-puissant. C'est l'Être suprême chargé de justifier leur être contingent de colonisateur. C'est le repère dont ils ont besoin. C'est leur indispensable assise morale car ils savent ou entrevoient qu'il n'y en a pas d'autre. Si elle vient à manquer, c'est comme si Dieu les avait abandonnés. Tous les scénarios sont alors possibles, et le pire n'est pas certain. Mais les colons font toujours, nécessairement, les frais de la décoloni-

sation. Mieux : ils doivent en faire les frais, d'une manière ou d'une autre. Aucune loi historique, politique ou économique n'impose qu'ils perdent la vie, mais une impeccable logique veut qu'ils perdent au moins une partie de ce qu'ils avaient gagné. Non seulement c'est la réalité — peut-être même la seule — de la décolonisation, mais l'État auquel ils sont subordonnés a lui-même accepté de perdre (de restituer) en partie ce qu'il avait gagné (volé). Si les colons refusent cette logique, il ne leur reste pas d'autre choix que la violence. Et il ne reste alors pas d'autre choix à l'État que de les désarmer, soit par la coercition, soit par la persuasion. S'il ne désarme pas ses colons, il déclare faillite à la fois devant son peuple, colons compris, et auprès des colonisés avec qui il vient de passer des accords en vue d'un retrait des territoires jusque-là occupés.

Il n'est guère logique de féliciter le voleur que la justice et l'entêtement de la victime viennent d'obliger à restituer ce qu'il a volé. Mais si l'on considère l'énergie (reconnaissons qu'elle fut celle du désespoir), l'habileté, l'intelligence qu'il a fallu aux juifs pour fonder et faire exister Israël sur le déni d'un peuple et sur celui du fait colonial, on doit apprécier à sa juste mesure le risque que peuvent croire courir ses dirigeants depuis la rencontre de Washington : ébranler les fondations mêmes de l'État hébreu. Leur mérite est à la mesure de cette audace, fût-elle imposée par la pugnacité de leurs adversaires. Il leur faut maintenant s'atteler à la terrible tâche qui, un jour ou l'autre, attend les colonisateurs : convaincre les colons qu'il n'y a plus de colonies.

Jean-Claude PONS

le 1^{er} mars 1993, au lendemain de la tuerie d'Hébron